



Déclaration de l'Asie-Pacifique sur Nyeleni 2025

12 juin 2024

Du 9 au 12 juin au Sri Lanka, 60 représentants de 12 pays et de plus de 20 mouvements sociaux et organisations de la société civile mondiaux et régionaux de toute l'Asie et du Pacifique se sont réunis pour réfléchir aux progrès réalisés en matière de souveraineté alimentaire et d'agroécologie depuis la Déclaration historique de Nyeleni (Mali, 2007) et la Déclaration de Nyeleni sur l'agroécologie (2015), et pour travailler à l'organisation d'un troisième forum mondial de Nyeleni qui se tiendrait en 2025. Le processus de Nyeleni que nous entreprenons se déroule à un moment où les entreprises se sont emparées de la gouvernance jusqu'aux Nations Unies, qui ont cédé leur rôle aux entreprises et ont permis au Forum économique mondial d'organiser d'abord le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en 2021, et maintenant le Forum mondial de l'alimentation annuel, supplantant ainsi les espaces légitimes pour la prise de décision multilatérale. Nous rejetons le multistakeholderisme et exigeons un retour des espaces de gouvernance avec une participation démocratique autodéterminée de la société civile par nos mouvements de base. Nous représentons diverses organisations de mouvements nationaux, régionaux et internationaux de petits producteurs alimentaires, y compris des paysans, des peuples autochtones, des pêcheurs, des sans-terre, des agriculteurs familiaux, des travailleurs ruraux, des travailleurs des plantations, des éleveurs, des habitants des forêts, des femmes, des jeunes, des hommes et des femmes, des pauvres des villes, des sans-abri, des travailleurs domestiques, des vendeurs de rue, des travailleurs non syndiqués, etc. Ensemble, les personnes que nous représentons produisent 70 % de la nourriture consommée par l'humanité. Nous avons été rejoints au Sri Lanka par des alliés invités d'autres mouvements mondiaux clés pour la santé, la justice en matière de dette, la justice climatique, l'économie sociale et solidaire, le travail et la diversité des genres, qui s'engagent ensemble dans le processus de Nyeleni.

Nous sommes solidaires des opprimés et des victimes d'injustices historiques et constantes, en particulier aujourd'hui du peuple palestinien. Nous condamnons fermement le génocide israélien à Gaza, qui s'ajoute aux 17 années de siège qui avaient déjà plongé 65 % des habitants de Gaza

dans l'insécurité alimentaire. La nourriture est un droit humain fondamental et ne devrait jamais être utilisée comme une arme. Nous exprimons notre solidarité avec toutes les personnes qui subissent la violence d'États autoritaires et illégitimes, y compris les peuples de Syrie, du Venezuela, de la République démocratique du Congo, d'Haïti, du Soudan, du Niger, du Myanmar et de l'Afghanistan. Tant que tous les peuples ne seront pas libérés de la tyrannie, aucun d'entre nous ne sera libre.

Le rassemblement de Negombo, au Sri Lanka, a commencé, comme la souveraineté alimentaire doit toujours le faire, par la présence de camarades sur le terrain et par l'écoute des récits de la lutte des agriculteurs, des pêcheurs, des éleveurs et des peuples indigènes, y compris les interventions ciblées des femmes et des jeunes. Du niveau national au niveau des ménages, nous avons pris connaissance de l'impact négatif du FMI. Plus récemment, une série de réformes politiques néolibérales ont été imposées au peuple sri-lankais avec des effets dévastateurs sur les communautés locales, les petits agriculteurs, les communautés de petits pêcheurs, les travailleurs sans terre et les masses laborieuses plus larges à travers le pays. Nous rejetons les systèmes d'endettement à tous les niveaux, qu'il s'agisse des prêts écrasants de la Banque mondiale dans de nombreux pays d'Asie et du Pacifique ou des taux d'intérêt tout aussi injustes appliqués aux soi-disant micro-financements accordés aux populations rurales et aux petits exploitants, qui ont conduit au suicide de plus de 200 femmes sri-lankaises incapables d'honorer les remboursements. À l'instar des suicides de milliers de petits exploitants indiens au cours des dernières décennies, incapables de rembourser leurs dettes après que la conversion aux cultures de rente les a rendus dépendants d'intrants de plus en plus coûteux, ces décès sont tout à fait évitables. Aucune dette ne devrait être remboursée par une vie, jamais, nulle part. La microfinance est une fausse solution mortelle. En outre, la dette souveraine, assortie de conditions d'intérêt exorbitantes, a entraîné des taux d'inflation injustement élevés qui n'ont laissé à de nombreux Sri Lankais d'autre choix que de réduire leur alimentation quotidienne de trois à deux repas.

Face à ces luttes, nous avons entendu d'innombrables récits de résistance, car la lutte est notre seule arme. Nous avons entendu des histoires de solidarité parmi les femmes pêcheurs de Matara, qui ont collectivement vaincu les développements touristiques capitalistes post-tsunami qui cherchaient à interdire l'accès à leurs pêcheries traditionnelles. Ces femmes ont fait tomber de véritables murs grâce à leur action collective déterminée. À proximité, les petits exploitants sont inondés par des crues quasi constantes depuis qu'un projet de méga-infrastructure visant à installer une barrière de salinité contre l'élévation du niveau de la mer a laissé l'eau de pluie sans issue. Incapables de travailler les rizières, les agriculteurs ont diversifié leurs cultures pour produire pour les marchés locaux, tout en travaillant ensemble pour forcer le gouvernement à modifier le projet afin de permettre à la rivière Nilwala de s'écouler à nouveau vers la mer, où elle a toute sa place. Ces mégaprojets d'infrastructure, en particulier les grands barrages, chassent les populations autochtones, les pêcheurs et les communautés rurales de leurs terres traditionnelles dans des endroits aussi divers que le Pakistan, l'Inde, les Philippines et la Malaisie, car des vallées entières sont inondées au nom d'un soi-disant progrès. En Inde, le puissant

mouvement des agriculteurs a contraint un gouvernement dictatorial à s'incliner devant les agriculteurs. Dans tous les pays représentés, la force de la solidarité, de l'action collective et de l'unité était visible, les mouvements populaires se rassemblant pour lutter pour un monde meilleur.

Cette unité n'a jamais été aussi cruciale. Au fur et à mesure que le ressentiment public s'accumule, le populisme de droite et les gouvernements autoritaires émergent dans la région, entraînant avec eux une répression croissante des droits d'expression, de réunion et de protestation, une répression illégale des journalistes, des activistes, des défenseurs des droits de l'homme et des dirigeants de mouvements sociaux, ainsi qu'une tendance croissante à la criminalisation de la dissidence. Le rétrécissement des espaces civiques et la prolifération des accords de libre-échange contribuent à renforcer les oligarchies et la mainmise des entreprises, notamment dans les cas d'accaparement des terres et de l'eau, qui dévastent les communautés rurales et transforment des pays producteurs de riz autrefois souverains de l'Asie du Sud-Est et de l'Est en importateurs nets de riz. Pendant ce temps, les villages de la région dont les formes de production alimentaire biodiversifiées se convertissent en monoculture de produits de base finissent par être exposés au capital mondial et aux processus d'accumulation des entreprises. Alors que les gouvernements néolibéraux et corrompus prétendent que les terres hautement productives, de l'Indonésie à Hawaï, sont incapables de subvenir aux besoins de leurs populations, la véritable cause de la dépendance croissante de la plupart des pays à l'égard des importations est, bien entendu, le programme d'exportation agressif d'autres pays de la région tels que l'Australie, l'Inde et la Chine ; un héritage sans morale d'aide coloniale et de soi-disant développement qui sert principalement les intérêts des entreprises, et non ceux des populations ; et le tourisme d'entreprise. Les zones rurales et les ressources naturelles capturées ont été exotisées et mises en valeur pour une industrie touristique corporatiste, au prix de leur épuisement et de l'aliénation de ces biens communs (forêts, rivières, lacs, mers et montagnes) de l'accès collectif des communautés.

Les populations vivant dans les zones rurales et forestières et entretenant des relations étroites avec la terre et les océans sont parmi les premières touchées par la crise climatique. Qu'il s'agisse de la mort massive d'animaux d'élevage en Mongolie en raison d'un des hivers les plus rudes jamais enregistrés, des inondations catastrophiques au Pakistan, du tremblement de terre dévastateur au Népal, des chaleurs extrêmes et des sécheresses en Inde et en Asie du Sud-Est, les paysans, les éleveurs, les pêcheurs et les peuples autochtones sont parmi les plus exposés à la crise climatique, alors même qu'ils ont le moins contribué à la créer. Au contraire, la souveraineté alimentaire et l'agroécologie constituent une véritable solution à la crise climatique - et non l'agriculture intelligente face au climat - en aidant à soigner nos relations avec la nature, à nourrir et à réparer les écosystèmes, et à construire des moyens de subsistance résilients et durables. Cependant, ces solutions sont rarement reconnues pour ce qu'elles sont - la financiarisation de la nature - et nos mouvements sont confrontés à une dépossession et à une violence accrues en raison de l'accaparement vert et bleu pour les énergies renouvelables,

l'extraction de minerais ou les projets malavisés de protection de l'environnement et de conservation.

Le carbone, élément constitutif de la vie, continue d'être accaparé par les entreprises dans le cadre de la dernière vague d'accaparement des terres. Les marchés du carbone, qui sont peut-être la fausse solution la plus flagrante (présentée comme des solutions fondées sur la nature et des émissions nettes nulles) promues pour remédier aux ravages du capitalisme - avec plus de capitalisme - sont en augmentation, rejoints maintenant par les marchés de la biodiversité en Australie, tout comme les projets énergétiques visant à nourrir la bête toujours plus vorace qu'est l'agriculture industrielle. Alors que la perte nette de forêts dans le monde est passée de 6,2 millions d'hectares par an entre 2000 et 2010 à 4,7 millions entre 2010 et 2020, les taux de déforestation sont bien plus élevés - la FAO estime que 10 millions d'hectares de forêts sont abattus chaque année. La différence de plus de 5 millions d'hectares dans la perte "nette" souligne la fausse solution de REDD+, puisque certaines des forêts primaires restantes dans le monde sont sacrifiées pour des plantations temporaires, qui contribuent à la destruction de la biodiversité au nom de la séquestration du carbone à courte durée de vie. Une déforestation d'une telle ampleur est également le résultat de l'aliénation des forêts des communautés et de l'idée capitaliste qui considère la forêt comme une "ressource" plutôt que comme un bien commun. Cela affecte également la souveraineté alimentaire en limitant la recherche de nourriture des communautés. Ce type de conservation coloniale qui refuse aux communautés l'accès à leurs territoires ancestraux est susceptible de s'approfondir et de s'intensifier avec la mise en œuvre de l'Agenda 30X30 (une approche de préservation des terres qui enracine le concept colonial de la séparabilité des humains et de la nature), adopté dans le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal lors de la COP15. Ce sont les populations, les communautés locales, qui peuvent protéger les forêts.

Toujours en train de se transformer pour trouver un autre marché, le capital saisit désormais des données lorsque les agriculteurs s'inscrivent à des applications de culture du carbone, transmettant des données sur les semences et les sols dans l'espoir d'un petit retour, sans savoir qu'ils ont compromis leur vie privée et sont devenus des agriculteurs contractuels du carbone dans la nouvelle frontière de l'agriculture numérique. Comme de nombreuses générations de technologies avant eux, ces outils sont conçus pour bénéficier au capital industriel et financier, et non aux agriculteurs auxquels ils sont destinés.

Sans la propriété et le contrôle de leurs propres données, technologies et outils, les agriculteurs sont confrontés au pillage et à l'exploitation des grandes entreprises technologiques. La souveraineté technologique implique le développement d'outils détenus et contrôlés par les paysans, les éleveurs, les pêcheurs et les populations autochtones. Elle doit commencer par la valorisation des technologies de l'agroécologie, y compris les semences, ainsi que des connaissances autochtones et traditionnelles, qui sont souvent rejetées au profit de solutions de haute technologie telles que les OGM et les produits génétiquement modifiés.

Les marchés du carbone ont également rejoint les rangs d'autres formes d'accaparement des océans, tandis qu'une autre fausse solution, l'économie bleue, est constituée d'idéologies capitalistes réimaginées sous l'eau, privant les pêcheurs de l'accès aux pêcheries traditionnelles ou aux poissons qui les peuplaient richement. L'aquaculture et la mariculture sont de fausses solutions, promues par de nombreux gouvernements et la FAO en Asie et dans le Pacifique dans le cadre de la révolution verte/bleue et des récits de "nourrir le monde" et de "transformation bleue". En fait, ce qu'ils proposent, c'est l'élevage industriel en mer, avec les mêmes impacts dévastateurs sur les écosystèmes marins que leurs homologues terrestres. Comme tous les élevages industriels, il s'agit d'un système de surproduction fondé sur l'exploitation des écosystèmes et des vies humaines et autres, avec de fréquentes violations des droits de l'homme dans les installations de production et de transformation.

Comme ailleurs, les orientations de l'aquaculture et de la mariculture en matière d'exportation sont conçues pour nourrir ceux qui peuvent se le permettre, c'est-à-dire les classes moyennes et les sociétés riches du monde entier, plutôt que les communautés locales de pêcheurs en Thaïlande, en Inde, au Bangladesh, en Indonésie, en Malaisie ou au Sri Lanka, alimentant ainsi les profits des élites au lieu de soutenir les moyens de subsistance des pêcheurs locaux. Outre l'aquaculture et la mariculture, l'aménagement de l'espace marin, la corporatisation de la pêche et la mise à l'écart des droits coutumiers entraînent ou légitiment la dépossession et le déplacement des petits pêcheurs. Les littoraux sont dévastés par ce développement colonial, qui déplace les communautés locales et détruit les écosystèmes naturels et les dunes de sable qui protègent les terres des tsunamis, au profit de vastes développements portuaires et touristiques.

L'essor des aliments ultra-transformés dans la région alimente une augmentation significative des maladies non transmissibles dévastatrices, des problèmes de santé mentale et de la faim. De la production à la consommation, les aliments ultra-transformés illustrent les forces destructrices du capitalisme colonial. Des plantations de palmiers à huile en Indonésie et en Malaisie aux champs de blé et de colza en Australie, la FUP est fabriquée à partir de monocultures à forte intensité de ressources et d'animaux élevés en usine, tous cultivés pour produire des aliments non nourrissants au profit des élites. Les UPF détruisent tout sur leur passage: les terres traditionnelles des peuples indigènes et des paysans d'abord, la santé et la vie des gens ensuite. La promotion des aliments enrichis est également une fausse solution promue par les mêmes élites qui ont détruit la capacité des communautés locales à cultiver ou à accéder à des aliments traditionnels nutritifs.

Mais là où il y a oppression, il y a aussi un renforcement de l'organisation et de la solidarité communautaires, et une floraison de résistances contre les dernières vagues de capitalisme extractif, patriarcal et colonial. Des camarades hawaïens, māori, dalits, philippins, sri-lankais, australiens et bien d'autres encore nous ont dit que la terre est mère, que la terre est vie, que la terre est nourriture, mais qu'aujourd'hui, la terre est aussi politique. Nous affirmons ce que nous ressentons et ce que les peuples indigènes et les paysans savent depuis la nuit des temps: nous appartenons à la terre, elle ne nous appartient pas. Notre sœur hawaïenne a partagé des images,

des mots, des chants et des sentiments sur les terres et les eaux de ses ancêtres, en partant du fond de la mer, en s'étendant jusqu'au ciel, puis en revenant à la terre où nous, les humains, sommes liés. Elle nous a rappelé que les décisions concernant ce que nous prenons et ce que nous rendons doivent être fondées sur ce qui existe, sur sa santé, sur les personnes et sur le nombre de parties de l'écosystème qui dépendent d'un aspect donné de la nature. Nous travaillons pour les gens et la planète, pas pour le profit, et nous ressentons profondément notre obligation de protéger la nature et d'agir en conséquence.

Bien que ces principes d'une vie en commun avec la nature soient chers à nos cœurs et à notre activisme, nous devons encore désapprendre et réapprendre, car nous avons aussi longtemps vécu dans des sociétés capitalistes patriarcales et coloniales, quelle que soit notre position socio-économique ou culturelle au sein de ces sociétés. Le patriarcat n'est pas une personne - c'est une structure - et les hommes, les femmes et les personnes d'autres genres doivent constamment réfléchir à la manière dont il a façonné nos expériences et nos réponses au monde qui nous entoure, en particulier les expressions de pouvoir et de contrôle. Tout en rejetant le blâme des individus comme improductif et non transformateur, nous assumons la responsabilité de nos actions tout en affirmant nos droits et ceux des autres. Les processus collectifs nous donnent l'occasion de réfléchir, d'apprendre et de renforcer notre solidarité collective et notre responsabilité les uns envers les autres.

En tant que mouvements unis dans nos luttes mondiales pour la souveraineté alimentaire, nous nous inspirons de la lutte menée pendant un an par les agriculteurs indiens, qui a démontré ce que la résilience, l'unité et la solidarité des travailleurs peuvent accomplir, même face à de grandes adversités. Le mouvement des agriculteurs indiens a inspiré des millions de personnes dans le monde entier qui luttent pour la justice, la démocratie et la solidarité. Les agriculteurs ont tenu bon face aux menaces, à l'intimidation et à la propagande incessante, et ont contraint le gouvernement indien à abroger les lois sur l'agriculture, inversant ainsi les réformes en faveur de la corporatisation de l'agriculture. Il s'agit de l'une des victoires les plus spectaculaires de la paysannerie unie contre l'assaut combiné des entreprises et de l'État dans l'histoire récente, qui montre qu'une lutte déterminée peut vaincre les forces les plus puissantes.

Collectivement, nous avons de nombreux exemples émancipateurs de peuples qui travaillent pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie dans notre région, y compris les écoles d'agroécologie et de nombreuses autres formes de partage horizontal des connaissances, le partage des terres et la restitution des terres aux peuples autochtones et dalits, les occupations de terres, la propriété et le contrôle de la conservation et du partage des semences, la défense des droits et des territoires de pêche traditionnels, les économies solidaires telles que l'agriculture soutenue par la communauté (CSA), et l'inclusion de la souveraineté alimentaire dans la Constitution du Népal. Nous dénonçons la corruption et les abus de pouvoir par l'intermédiaire des Tribunaux verts nationaux en Inde, des Tribunaux des droits de la nature en Australie et des Tribunaux de l'économie bleue menés par le Forum mondial des pêcheurs.

Nous affirmons collectivement que toutes les propositions et stratégies visant à transformer les systèmes agricoles et alimentaires doivent appliquer les principes politiques, techniques, économiques, organisationnels, méthodologiques, pédagogiques et philosophiques émancipateurs de l'agroécologie à notre organisation, et qu'elles doivent toujours donner la priorité à la participation des jeunes, des femmes et des personnes issues de la diversité des genres. Les vraies solutions aux multiples crises causées par le capitalisme colonial patriarcal doivent:

- **Remettre en question et transformer les structures, au lieu de les reproduire**
- **Cultiver l'autonomie, et non la dépendance**
- **Donner la priorité à la valeur d'usage et non à la valeur d'échange**
- **S'organiser collectivement, et non par le biais de projets individualisés**
- **Construire des processus horizontaux, pas des hiérarchies**
- **Renforcer la capacité de lutte et de transformation**
- **Agir sur la base de la culture et du relationnel, et non du productivisme**

La lutte pour la souveraineté alimentaire concerne le savoir, le territoire et la souveraineté, l'affirmation des droits tels qu'ils sont inscrits dans l'UNDROP et l'UNDRIP, qui exigent une restructuration profonde de ceux qui détiennent, utilisent et partagent le pouvoir et le savoir dans les systèmes agroalimentaires, et qui remettent le contrôle des moyens de production entre les mains des peuples autochtones, des dalits, des sans-terre, des paysans et des communautés locales, en commençant par la terre, notre mère.